

Sciences & Climat

Invasion russe en Ukraine: «L'histoire est instrumentalisée par tout le monde»

31 mai 2022, Yvan Pandelé

Pays frères, pays ennemis? L'invasion de l'Ukraine par la Russie vient couronner deux visions antagonistes du passé. Vu de Kiev, la nation ukrainienne s'est construite en s'émancipant de la tutelle russe. Du côté de Moscou, on s'autorise de l'histoire pour assouvir des visées impériales, en revendiquant le berceau fantasmé de la Rous' de Kiev. Avec Eric Aunoble, historien spécialiste de l'Ukraine et chargé de cours à l'Université de Genève, plongeons dans les plaies ouvertes du passé.

Heidi.news — En juillet 2021, Vladimir Poutine a signé un texte assez étonnant, intitulé «De l'unité historique des Russes et des Ukrainiens», qui présente la vision officielle de Moscou sur la question. Hobby inhabituel, pour un chef d'Etat!

Eric Aunoble — N'est-ce pas? Honnêtement, quand le texte est sorti, je l'ai à peine regardé, je n'en voyais pas trop l'enjeu. Rétrospectivement, ça veut dire qu'on était déjà dans une phase de préparation idéologique de la guerre. Poutine y donne un peu la ligne officielle à suivre. C'est impressionnant de voir qu'il y a un «vrai travail»: on s'entend, c'est une enfilade de lieux communs, mais c'est quand même 20 ou 25 pages sur des thèmes historiques. Et Poutine revient encore à l'histoire dans son allocution du 21 février, trois jours avant le début de la guerre, pour délégitimer l'existence d'un Etat ukrainien.

Ce texte va servir de fil rouge pour l'historiographie russe officielle. Que dit-il, en substance?

C'est le récit nationaliste impérial russe tel que formé à partir des 17e et 18e siècles: revendiquer pour l'Etat qui s'est constitué autour de la Moscovie l'héritage de la Rous' de Kiev, un de plus grands Etat du Moyen-âge, dont la capitale était Kiev. L'idée c'est de se placer dans une filiation prestigieuse. Et comme l'extension russe se fait vers l'Est, Sibérie et l'Asie centrale, et l'Ouest, au détriment de la Pologne et vers la mer Noire, il y a aussi une justification de cet expansionnisme en disant que l'Ukraine est déjà une terre russe. Ce qui fait non pas une conquête, mais une récupération.

Peut-on rappeler ce qu'est la Rous' de Kiev, vue par Moscou comme le berceau du monde russe?

C'est un Etat créé au 9e siècle dont la capitale est Kiev, qui s'étend du lac Ladoga, à la frontière avec la Finlande, jusqu'à la Mer noire et aux confins de la Pologne actuelle. C'est un très grand Etat, pas un Etat centralisé au sens moderne, mais une principauté avec des règles de succession complexes. Il a été fondé par des Vikings (Varègues), qui faisaient commerce entre la Baltique et la Mer noire, avant de s'installer et de s'assimiler aux populations slaves locales. Assez vite il devient un Etat chrétien, rattaché au niveau religieux à l'Empire byzantin. Cela marque le basculement des Slaves de l'est dans le monde chrétien orthodoxe, ce qui est fondateur pour les cultures russes et ukrainiennes.

La revendication de l'héritage de la Rous' de Kiev par la Russie est-elle discutable?

Oui c'est très discutable, parce que la filiation est une lecture rétrospective – pour la Russie comme pour l'Ukraine, d'ailleurs. Se demander si la Rous' de Kiev est russe ou ukrainienne, c'est comme se demander si Charlemagne est un empereur français ou allemand, alors que ni la France ni l'Allemagne n'existaient à son époque.

Du côté russe, on revendique l'héritage de la Rous' dès le premier tsar Ivan IV le Terrible, couronné en 1547 et « prince de toute la Rous' » (souvent traduit en français par «tsar de toutes les Russies», ce qui ne veut rien dire). Côté ukrainien, cet héritage est revendiqué de façon encore plus tardive, au 19e siècle quand se constitue une conscience nationale. Les premiers grands historiens ukrainiens, comme Kostomarov et Hrushevsky, commencent alors à réclamer l'héritage exclusif de la Rous' de Kiev pour la nation ukrainienne.



Jusque à ce jour, l'État russe et la nation ukrainienne ont besoin de la Rous' comme moment fondateur de leur légitimité historique.

Un concept souvent utilisé, côté russe, est celui de Grande et de Petite Russie. De quoi s'agit-il?

Cela date des 17^e et 18^e siècles, qui est la phase de construction et de début d'expansion de l'Empire russe. Va alors se figer cette idée que les habitants de la Russie actuelle sont des «Grands-Russes», tandis que les Cosaques d'Ukraine sont des «Petits-Russes». Mais cela reste très vague et ne correspond à aucun territoire précis. On se méprendrait sur la réalité historique en collant sur ces ethnonymes ou toponymes les concepts politiques qui nous viennent de nos Etats modernes, centralisés et bureaucratisés.

Par exemple, aujourd'hui chaque Suisse a un passeport, un canton de résidence, une citoyenneté, il dépend du droit suisse, etc. Avant la fin du 19^e siècle, et même jusqu'à la période soviétique dans les régions qui nous intéressent, on n'est pas du tout dans cette façon de voir. Les Etats administrent les gens surtout sur une base religieuse: vous êtes d'abord Chrétien orthodoxe, Juif, etc., avant d'être citoyen d'un Etat.

Revenons un instant sur les Cosaques, car ils jouent un rôle central dans la conscience nationale ukrainienne. Qui sont-ils?

C'est au 17^e siècle que le toponyme «Ukraine» apparaît: il désigne la «marche», la «zone frontière», peuplée de combattants qui s'opposent aux incursions ennemis. Tout le territoire de ce qui deviendra l'Ukraine est une sorte de zone tampon, entre la Moscovie en train de devenir la Russie, la très puissante République de Pologne-Lituanie, et l'Empire ottoman. Elle est peuplée de Cosaques: des combattants libres – ce qui est remarquable à une époque où seule la noblesse est libre –, qui décident de combattre pour un Etat ou un souverain. Ils sont slavophones et orthodoxes.

Les Cosaques vont d'abord être au service de l'Etat polonais contre les Tatars de Crimée, turcophones et alliés aux Ottomans, mais ils vont finir par se révolter contre la noblesse polonaise, notamment parce qu'on compte dans leurs rangs beaucoup de paysans ayant fui le servage. La grande révolte menée au 17^e siècle par le chef cosaque Bohdan Khmelnytsky est à la fois sociale (paysans contre nobles), politique (contre l'Etat polonais) et religieuse (contre le pouvoir catholique). A ce titre, elle possède un caractère proto-national: en croisant tous ces critères, on obtient la définition d'une population qui n'est ni russe, ni polonaise, ni ottomane... Mais proto-ukrainienne.

Pourquoi la figure du Cosaque est-elle si importante aujourd'hui en Ukraine?

Les Cosaques sont libres et ils élisent leur chef, qu'on appelle hetman. Dans l'historiographie de l'Ukraine ça donne l'image d'une communauté d'hommes libres et rudes qui s'auto-administrent. C'est un ressort qui revient à chaque conflit et encore de nos jours, dans la guerre contre les Russes. Lors de leur investiture, les présidents d'Ukraine se voient remettre une espèce de masse d'armes, la boulava de l'hetman, alors que c'est un objet assez repoussant! Le motif cosaque est partout, dans les produits alimentaires, les films, c'est un folklore très puissant.

Comment passe-t-on du Cosaque, fier et libre, au Petit-Russe qui gravite dans l'orbite de Moscou? Ce sont deux images très différentes.

Pour Poutine, les Cosaques ont fait alliance avec la Russie, et dans ce cadre-là ils sont devenus des Petits-Russes. Il est vrai qu'ils ont conclu en 1654 un traité avec le tsar russe de l'époque, contre les Polonais. Pour les Russes c'est considéré comme le fait de sceller une union essentielle, préexistante entre les deux peuples, et destinée à perdurer pour toujours. Dans l'historiographie ukrainienne, on y voit un proto-Etat cosaque qui cherchait un allié pour s'émanciper de la tutelle polonaise, et a ainsi noué une alliance de circonstance.

Devant la cathédrale de Kiev, la plus vieille du monde slave orthodoxe, on voit une statue du chef cosaque Bogdanov Khmelnytsky, boulava à la main. Elle a été érigée à la fin du 19^e siècle par des cercles pro-russes de Kiev. Après l'indépendance, dans les années 90, les Ukrainiens ont gardé la statue du leader cosaque, mais la

plaque qui commémorait l'union des peuples russes et ukrainiens a été remplacée. D'ailleurs pendant longtemps on disait que sa boulevart pointait vers Moscou et maintenant les Ukrainiens assurent que pas du tout... L'histoire est toujours un enjeu!

Venons-en à la période soviétique... C'est en 1917 que l'Union soviétique aurait «créé» l'Ukraine moderne, d'après l'histoire officielle russe?

La formulation de Poutine, c'est que «Lénine et les communistes» ont créé l'Ukraine en 1917. C'est une nuance fondamentale! Poutine a toujours pris soin de faire le tri dans l'héritage soviétique. Il veut bien prendre le néo-impérialisme, la continuation de l'empire russe et le pouvoir fort centralisé autoritaire, d'où la réhabilitation de Staline par petites touches depuis dix ou quinze ans. Par contre l'aspect révolutionnaire de 1917, le communisme avec son égalité des peuples et des travailleurs, ça au contraire c'est un héritage qu'il répudie totalement.

Dans son discours du 21 février, Poutine dit que l'Ukraine dans ses frontières actuelles était une création de Lénine et des bolchéviques, et les qualifie d'«anti-russes»! Poutine veut effacer l'erreur des Bolchéviques, celle d'avoir donné à l'Ukraine le statut d'une république formellement souveraine au sein de l'URSS! Il a même dit, en référence à la politique ukrainienne de «décommunisation», qu'il était tout prêt à le faire, mais qu'il fallait aller jusqu'au bout. Ça a été peu relevé par les commentateurs occidentaux, qui cherchent souvent à établir une filiation entre Poutine et la période soviétique. En clair, décommuniser jusqu'au bout, ça veut dire éliminer l'Ukraine.

Autre «point chaud» des histoires russes et ukrainienne: la grande famine des années 30, qui a fait plusieurs millions de morts et que les Ukrainiens considèrent comme un génocide.

L'argumentation de Poutine c'est de dire: oui il y a eu famine, mais elle a touché toute l'URSS dans le cadre de la collectivisation forcée. C'est vrai, à ceci près qu'en URSS on a laissé les gens affamés se déplacer pour trouver à manger où ils pouvaient. Alors qu'en Ukraine, par peur de déstabiliser une grande république frontalière de l'Occident capitaliste, on a préféré empêcher les affamés de quitter leurs villages. Ils sont morts sur place.

Toute la question est de savoir s'il y a eu une volonté d'extermination, auquel cas on peut parler de génocide, ou non. Cela reste débattu. L'historien Nicolas Werth, le grand spécialiste français sur la question, a évolué: après s'être un temps rapproché de la vision ukrainienne d'une volonté génocidaire, il estime désormais que la définition d'un génocide est d'ordre juridique, peu utilisable par les historiens.

Passons rapidement sur le lien entre Ukraine et l'extrême-droite nationaliste pro-nazi, un point important mais déjà abordé dans nos colonnes. Qu'est-ce que cela vous évoque?

C'est un des points centraux de justification de l'invasion. Ce qui impressionnant c'est que le terme de dénazification n'est absolument pas soviétique: Poutine fait rentrer ce terme dans le lexique russe alors qu'il n'y était pas. Traditionnellement en Russie on parle plutôt de «fascisme hitlérien» que de nazisme, et la «dénazification» fait référence à la politique des alliés occidentaux en Allemagne de l'Ouest.

Quel est votre point de vue sur les processus à l'œuvre en Russie et en Ukraine?

D'un point de vue scientifique, l'histoire est instrumentalisée par tout le monde, les Russes comme les Ukrainiens. Clairement, la radicalisation du discours russe puis l'invasion entraînent celle du discours ukrainien. Par exemple, avec la révolution Maïdan en 2014, il était question de «décommunisation» de l'Ukraine. Aujourd'hui on parle de «dérussification»: on a vu des statues Pouchkine abattues, des rues Tchekhov ou Tchaïkovski qui ont été débaptisées.

Cela s'explique, je ne suis pas là pour juger. Mais on voit bien qu'on arrive à la constitution de récits nationaux totalement antagonistes, alors qu'il pouvait encore rester des petites passerelles avant cela. Désormais, tout le monde va commencer par exiger de son interlocuteur qu'il adhère à sa version de l'histoire. Il n'y a plus de terrain commun.

Vous dites aussi que l'histoire n'explique pas cette invasion. Qu'entendez-vous par là?

Avant le 24 février, il n'y avait jamais eu de guerre ouverte entre un Etat ukrainien et l'Etat russe. Il y a eu des répressions, des conflits armés comme en 1917 (mais c'était contre des troupes soviétiques, pas russes). La configuration actuelle, avec les armées russe et ukrainienne qui se font face, on ne l'avait jamais vu. Il ne faut pas croire qu'il s'agisse d'une répétition des conflits du passé: on relit toujours l'histoire à l'aune d'aujourd'hui, et ce sont les intérêts géopolitiques qui priment.



Spécialiste d'histoire de l'Ukraine, notamment des périodes soviétique et post-soviétique, Eric Aunoble est chargé de cours à l'Université de Genève. | Unige, DR



La statue équestre du chef cosaque Bogdan Khmelnytskyi, à l'origine du soulèvement des Cosaques d'Ukraine contre la Pologne et du rapprochement avec la Moscovie, au milieu du 17^e siècle. Il pointe sa bouclava (masse d'armes, symbole de pouvoir) vers le Nord-Ouest. | CC BY-SA 3.0 / Pedro J Pacheco



Statue de Vladimir le Grand, à Kiev, recouverte pour être protégée des éclats en cas de bombardement. Grand-prince de la Rus' de Kiev au tournant de l'an mil, le monarque est une des figures (disputées) de l'héritage historique ukrainien et russe. | Keystone / AP Photo / Efrem Lukatsky
Spécialiste d'histoire de l'Ukraine, notamment des périodes soviétique et post-soviétique, Eric Aunoble est chargé de cours à l'Université de Genève. | Unige, DR